



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [communistes-hebdo@wanadoo.fr](mailto:communistes-hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

14/10/2020

## **La crise du logement social aggravée par la politique gouvernementale**

Sous prétexte de crise économique suite à la crise sanitaire vécu par la population de notre pays, le plan de relance du gouvernement Castex ne répond pas aux légitimes revendications des catégories les plus touchées par les conséquences profondes de la politique capitaliste du gouvernement. Les prévisions des « économistes » estiment que plus d'un million de personnes vont perdre leur emploi dans les mois à venir.

**La TVA du logement social était à un taux réduit de 5,5 %.** Cela permettait de soutenir la construction de nouveaux logements sociaux, la rénovation thermique du patrimoine existant, ainsi que des loyers plus abordables pour les logements neufs.

**Le gouvernement Macron a décidé une augmentation du taux de TVA à 10 %, ce qui a eu de graves conséquences : chute de la construction de logements sociaux, des investissements et de l'entretien de l'habitat social.**

L'arrivée au pouvoir de Macron a vu **la baisse des APL de 5 euros** et a ainsi fragilisé l'entretien du patrimoine, les réhabilitations et la construction de logements neufs. **Dernièrement, ce même Macron a retiré un milliard d'euros dans les caisses du 0,45 % patronal qui assure une part importante du financement du parc social, sachant que ce financement vient directement de la plus-value du travail des salariés.**

Les sociétés HLM se transforment en Sociétés Anonymes privées et ne cachent même plus leur appellation de Société Immobilière avec tous les profits fait sur les locataires.

**Il y a 30 ans les loyers représentaient moins de 10 % des revenus, aujourd'hui ils sont à hauteur de plus de 30 %.**

**Pas d'argent pour le logement social ? Il y a de l'argent : le gouvernement a octroyé 100 milliards pour la relance aux multinationales, il va encore plus baisser leurs impôts et les entreprises du CAC 40 annoncent un plan massif de 60.000 licenciements !**

La ponction dans les organismes sociaux HLM va une fois de plus pénaliser les plus précaires alors que plus de 2 millions de ménages sont dans l'attente d'un logement social, et que le mal-logement touche plus de 4 millions de personnes dans notre pays.

**Le logement décent est un droit constitutionnel et doit être considéré comme un bien commun universel.**

Face aux attaques du gouvernement contre le logement social, il est impératif de développer la lutte contre la politique de Macron, comme les militants de notre parti le font journallement chez les bailleurs sociaux, pour exiger de mettre en œuvre concrètement une politique de l'habitat au service des habitants de notre pays.

En même temps, il faut mener la lutte contre le capitalisme qui exploite le peuple, pour une autre société au service du peuple. C'est le combat de notre Parti